

La richesse naturelle du Canada

La force du secteur des ressources naturelles du Canada, évaluation des défis économiques et identification des possibilités de croissance.

Septembre 2024



Canadian
Chamber of
Commerce

Chambre de
Commerce
du Canada



Business
Data Lab

Laboratoire de données
sur les entreprises



Principales conclusions



- **Le Canada fait face à d'importants défis économiques, notamment la baisse du niveau de vie, l'incertitude en matière de réglementation et la faiblesse des investissements des entreprises. Bref, l'économie canadienne se heurte à des difficultés et nous ne parvenons pas à suivre le rythme des pays qui nous sont comparables.**
- **Le secteur des ressources naturelles est un moteur économique qu'il ne faut pas négliger : Le Canada a la chance de disposer d'une abondance de ressources qui soutiennent des millions d'emplois et des milliards d'activités économiques.**
- **Le secteur peut contribuer aux efforts de réconciliation économique en continuant à soutenir les entreprises autochtones, les partenariats en capital et l'emploi.**
- **Passer des réformes réglementaires équilibrées qui protègent l'environnement tout en favorisant la croissance économique pour que le Canada reste compétitif à l'échelle mondiale devient une nécessité urgente.**

RÉSUMÉ

- **Un moteur économique** : Le secteur des ressources naturelles du Canada a contribué à hauteur de 464 milliards de dollars au PIB réel et a soutenu 3 millions d'emplois en 2023, ce qui représente 21 % du PIB national et 15 % de l'emploi.
- **Exportations et balance commerciale** : Le secteur a généré 377 milliards de dollars d'exportations, soit près de 50 % des exportations de marchandises du Canada, et un excédent commercial de 228 milliards de dollars, ce qui est essentiel pour compenser les déficits commerciaux d'autres secteurs.
- **Création d'emplois et productivité** : Le secteur des ressources naturelles représente près d'un emploi sur sept dans l'économie, offrant des salaires annuels de 25 000 dollars supérieurs à la moyenne nationale en 2023. Sa productivité est 2,5 fois supérieure à celle de l'ensemble de l'économie.
- **Défis réglementaires** : L'incertitude réglementaire et le sous-investissement entravent la croissance, une part croissante des entreprises citant les impôts et les réglementations comme l'une de leurs principales préoccupations.
- **Des possibilités de croissance** : L'augmentation des investissements dans les secteurs à forte productivité, en particulier dans les ressources naturelles, est cruciale pour stimuler le bien-être économique du Canada et faire progresser la réconciliation économique avec les communautés autochtones.

Les ressources naturelles du Canada : les chiffres parlent d'eux-mêmes.



464 G\$ 2023

Produit intérieur brut (PIB)



158 \$ 2023

PIB par heure



2 G\$ 2021

Dépenses en recherche et développement (R-D)



45 G\$ 2022

Taxes et redevances du pétrole et du gaz*



377 G\$ 2023

en exportations



3 millions 2023

emplois soutenus

Remarque : Le PIB est une estimation du PIB direct, indirect et dérivé de 2023 en dollars chaînés de 2017. Les emplois sont les estimations totales des impacts directs, indirects et dérivés.

*Les taxes et les redevances provenant de l'extraction du pétrole et du gaz sont tirés du tableau 25-10-0065-01 de Statistique Canada.

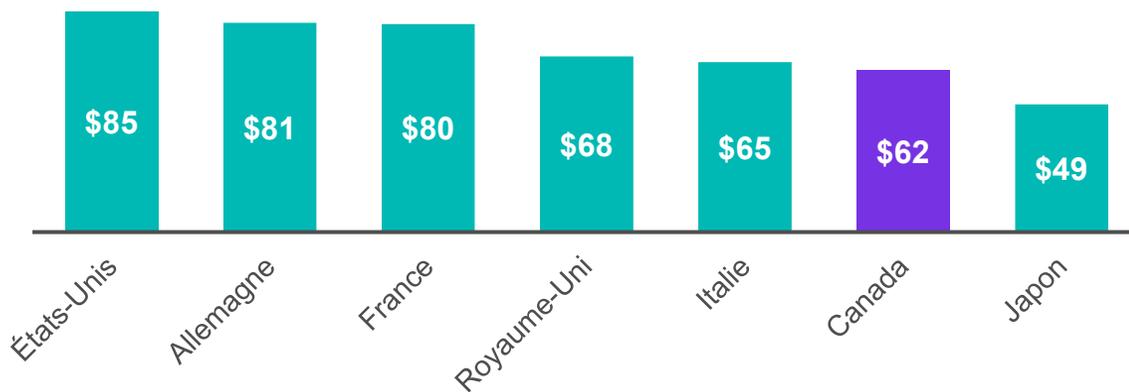
Un contexte difficile

Le Canada est en proie à une crise de la productivité et à une baisse du niveau de vie.

- Le Canada est le deuxième pays le moins productif du G7, loin derrière les États-Unis. La Banque du Canada a récemment qualifié cette situation d'« urgence », la productivité du Canada ayant à peine augmenté au cours des dix dernières années.
- La productivité du travail correspond à la quantité de produit intérieur brut (PIB) créée par heure de travail. La productivité est étroitement liée à la prospérité et au niveau de vie à long terme d'un pays (PIB par habitant). L'augmentation de la productivité permet d'améliorer les salaires, de faire baisser les prix et d'accroître les recettes fiscales pour soutenir les services publics.
- Le Fonds monétaire international a récemment noté que « stimuler la productivité défailante du Canada et élever le niveau de vie reste la principale priorité » dans son [évaluation économique au titre de l'article IV](#) publiée le 16 juillet 2024.
- Les données récentes sur le PIB ont réaffirmé que la stagnation de la productivité a contribué à la **cinquième baisse trimestrielle consécutive du PIB par habitant**.

Deuxième productivité la plus faible du G7

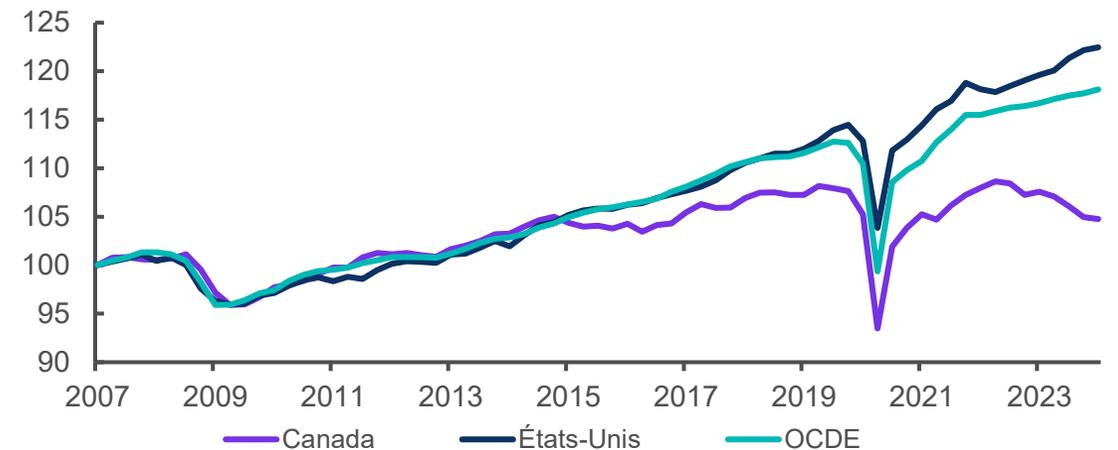
PIB par heure travaillée (US 2015 PPA), avec les pairs internationaux, 2021



Source : Analyse du LDE basée sur les données de l'OCDE.
Remarque : PPA signifie parité de pouvoir d'achat.

Le niveau de vie ne suit pas celui de ses pairs à l'international

PIB par habitant, avec les homologues internationaux, indice (T12007 = 100)



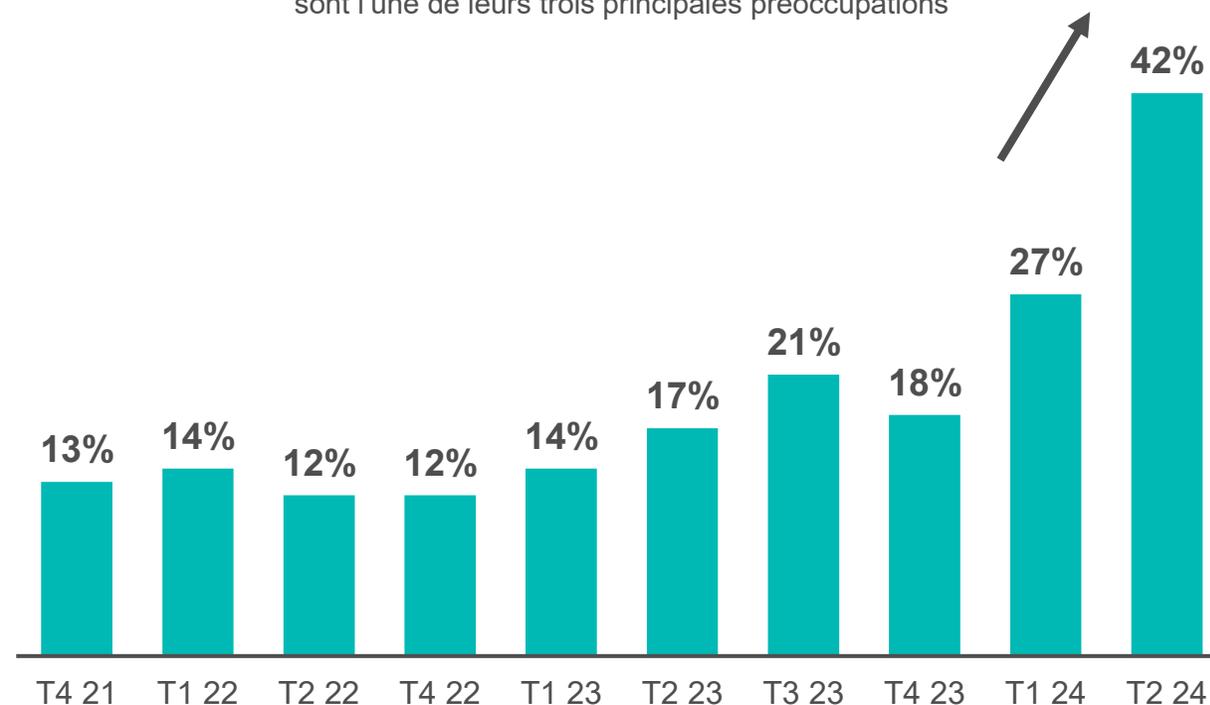
Les inquiétudes liées à la fiscalité et à la réglementation constituent un obstacle grandissant à l'investissement.

Les défis réglementaires pèsent sur le secteur des ressources naturelles du Canada

- La part des entreprises citant les « impôts et la réglementation » comme l'une des trois principales préoccupations a triplé, passant de 13 % au quatrième trimestre 2021 à 42 % au deuxième trimestre 2024, d'après l'enquête *Le Pouls des entrepreneurs* de la Banque du Canada.
- La lourdeur réglementaire entraîne des retards, augmente les coûts et crée de l'incertitude, ce qui entrave l'investissement et la croissance dans le secteur des ressources naturelles. Par exemple, le *Règlement sur l'électricité* propre a incité de nombreux fournisseurs d'électricité provinciaux à déclarer qu'il n'était pas possible de se conformer aux exigences de 2035 sans mettre en péril la fiabilité du réseau électrique, l'électrification de l'économie au sens large et la croissance économique.
- L'économiste canadien Jack Mintz met en garde contre la réglementation excessive et les taxes élevées qui érodent l'avantage concurrentiel du Canada et découragent les investissements à un moment critique pour le secteur des ressources naturelles. Quelques classements mondiaux de l'activité des entreprises pour le Canada :
 - 36^e rang pour l'enregistrement de la propriété.
 - 64^e pour l'obtention de permis de construction.
 - 100^e pour l'exécution des contrats.
 - 124^e pour le branchement de l'électricité.
- Les entreprises ont également cité l'incertitude économique et le coût du capital ou du financement comme des obstacles à la croissance. Les investissements seraient concentrés sur les réparations plutôt que sur l'expansion. Passer des réformes réglementaires équilibrées qui protègent l'environnement tout en favorisant la croissance économique pour que le Canada reste compétitif à l'échelle mondiale devient une nécessité urgente.

Les entreprises se montrent de plus en plus préoccupées

Pourcentage d'entreprises indiquant que les « impôts et réglementations » sont l'une de leurs trois principales préoccupations



Sources : [Le Pouls des leaders d'entreprise](#) (T2 2024), [Cross et Mintz \(2024\)](#).

Remarque : Les entreprises ont été invitées à identifier les problèmes les plus urgents du trimestre en cours.

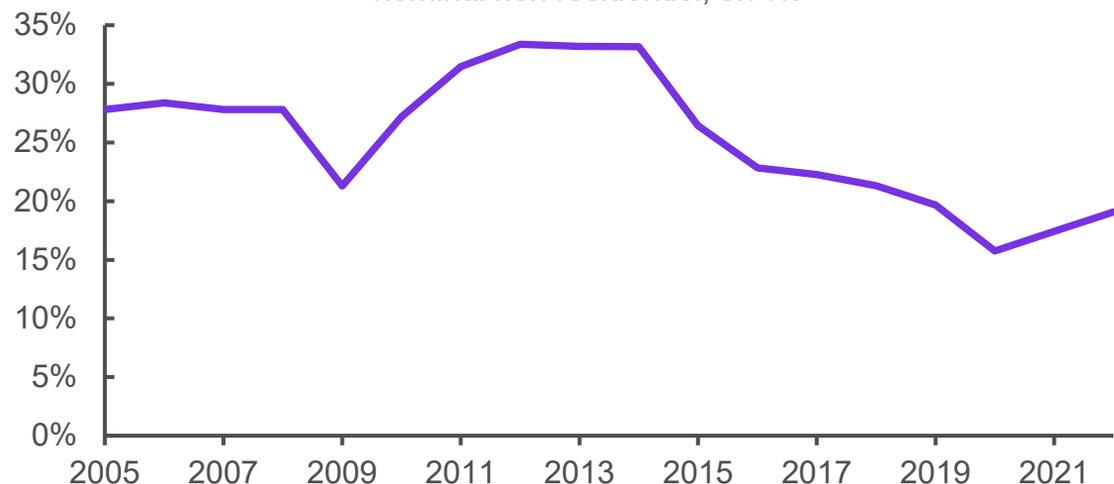
Les obstacles à l'investissement freinent la croissance.

En 2014, l'investissement dans les ressources naturelles représentait plus d'un tiers de l'ensemble des investissements, mais il en représente aujourd'hui moins d'un cinquième, les investisseurs se détournant de ce secteur en raison de l'incertitude réglementaire.

L'investissement dans des secteurs clés comme les machines et les équipements est essentiel à la croissance économique, car il permet de doter les travailleurs de nouvelles installations, de nouveaux outils et de technologies innovantes. Les investissements réels des entreprises par travailleur disponible dans les structures non résidentielles et les machines et équipements sont récemment retombés à leur niveau de 2004. Ce sous-investissement pourrait avoir de graves conséquences sur la croissance économique.

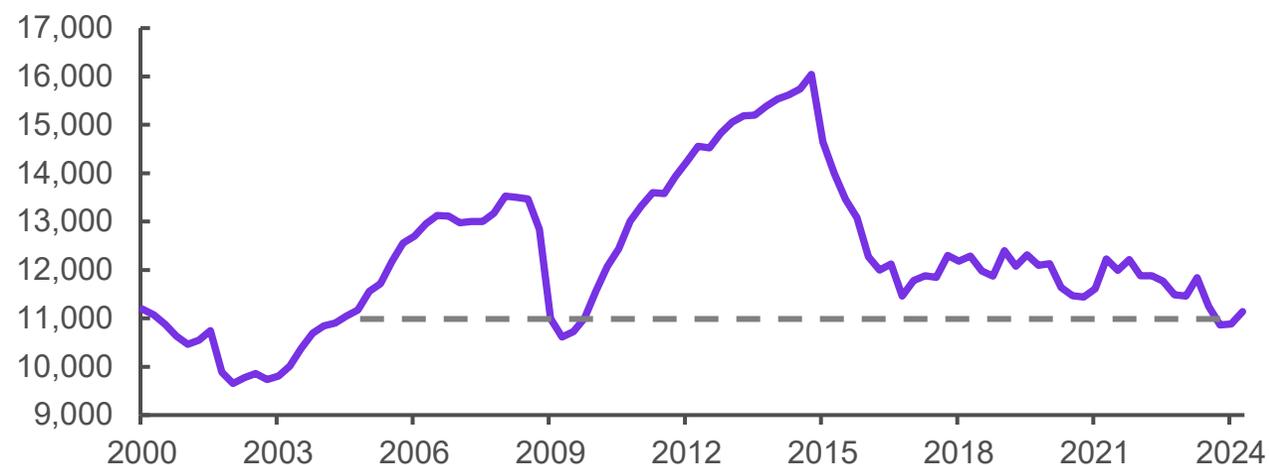
Baisse des investissements dans les ressources naturelles

Part des ressources naturelles dans l'investissement nominal non résidentiel, en %.



La main-d'œuvre canadienne n'est pas équipée pour la croissance

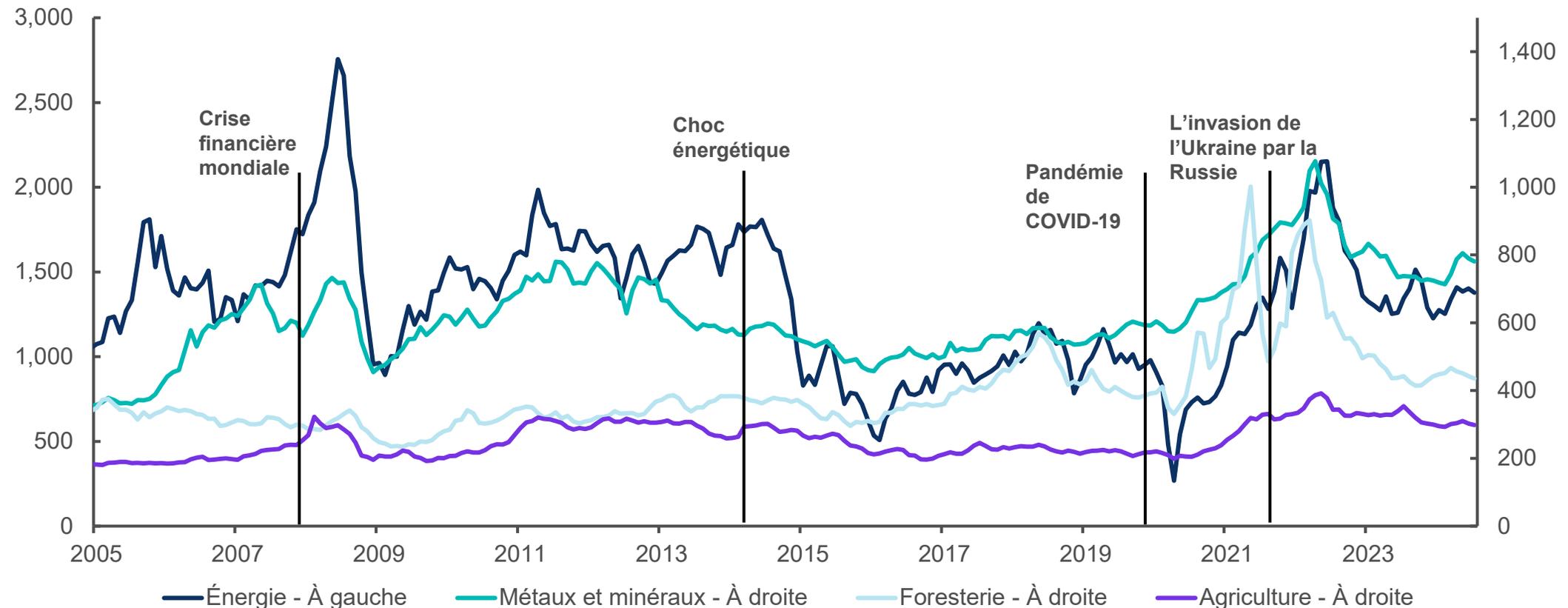
Investissement réel des entreprises dans les structures non résidentielles, les machines et le matériel, par travailleur disponible



Le secteur des ressources naturelles se heurte à la volatilité des prix des matières premières à l'échelle mondiale. Les investissements n'ont pas augmenté malgré une hausse récente des prix de l'énergie.

Indice des prix des produits de base de la Banque du Canada, par groupe

Indice, 100 = 1972



Source : *Indice des prix des produits de base*, Banque du Canada.

Les atouts économiques du Canada

Les impacts économiques des ressources naturelles.



Directs
213 G\$
969k emplois

Impact économique direct : Il s'agit de l'effet immédiat des activités du secteur des ressources naturelles, comme les emplois créés, les salaires versés et les revenus générés par les sociétés impliquées dans l'extraction ou le traitement des ressources naturelles.

Une société pétrolière fore un nouveau puits, ce qui crée des emplois pour les ingénieurs, les opérateurs de forage et d'autres membres du personnel. Les salaires versés à ces travailleurs et les recettes provenant de la vente du pétrole constituent l'impact économique direct.



Indirects
171 G\$
1,3 M emplois

Total
464 G\$
3 M emplois

Impact économique indirect : Les effets secondaires sur l'économie dus à l'augmentation de la demande de biens et de services de la part des fournisseurs qui soutiennent le secteur des ressources naturelles.

Une exploitation agricole qui cultive du blé a besoin de semences, d'engrais et de systèmes d'irrigation. Les fournisseurs de ces intrants agricoles génèrent des revenus et paient leurs employés.



Induits
79 G\$
730K emplois

Impact économique induit : Il s'agit de l'effet d'entraînement créé lorsque les travailleurs du secteur des ressources naturelles et des industries connexes dépensent leurs revenus dans l'économie au sens large.

Les bûcherons et les employés des entreprises qui les soutiennent dépensent leurs revenus dans les magasins et les restaurants locaux, ainsi que pour le logement. Ces dépenses stimulent l'activité économique.

Impact économique global des ressources naturelles.

La Chambre de commerce du Canada estime que le secteur des ressources naturelles a soutenu 464 milliards de dollars en PIB réel canadien et 3 millions d'emplois en 2023.

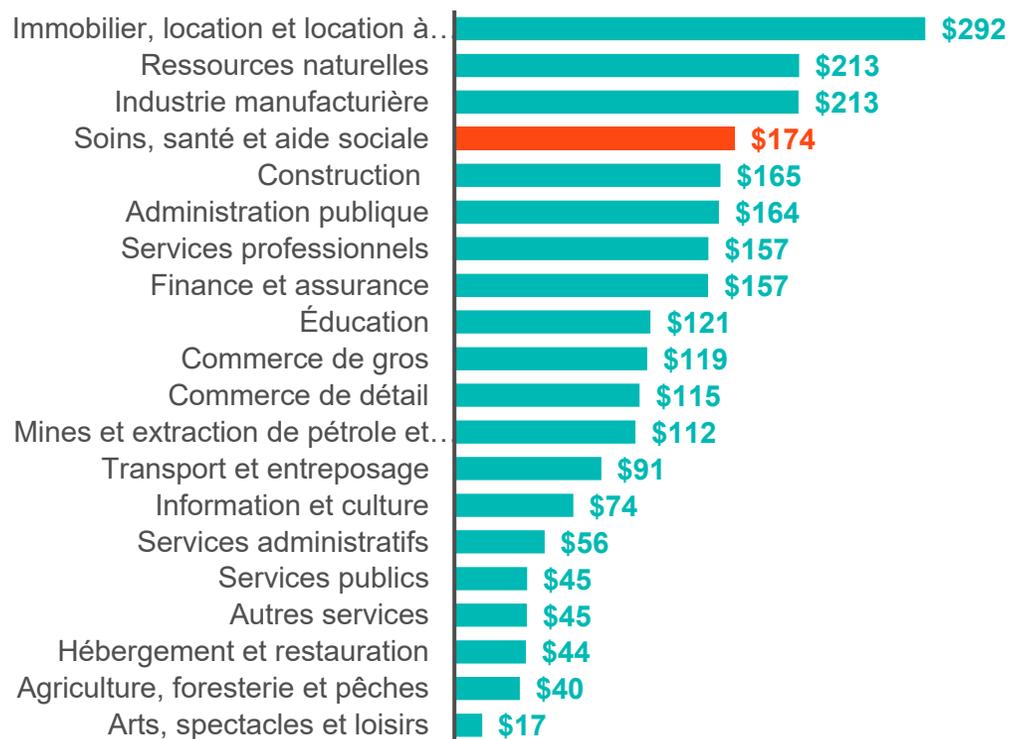
- Cela représente près de 21 % du PIB national et 15 % de l'emploi.
- Dans le secteur des ressources naturelles, l'exploitation minière, pétrolière et gazière et le transport par pipeline représentent 45 % de l'impact total du PIB provenant du secteur.
- Chaque million de dollars de production économique soutient près de 6 emplois (directs, indirects et induits), soit un peu plus que l'ensemble de l'économie qui contribue à près de 5 emplois par million de dollars dépensé.
- De l'impact total sur l'emploi, l'impact économique direct représente 32 % des emplois, l'impact indirect représente 44 % des emplois et l'impact induit représente 24 % des emplois, ce qui souligne la façon dont les ressources naturelles soutiennent d'autres industries dans la chaîne d'approvisionnement.

Le secteur des ressources dépend fortement des apports du secteur des services, ce qui crée un lien vital, mais souvent négligé, entre les services, principalement basés dans les zones urbaines, et les ressources, principalement extraites dans les régions rurales.

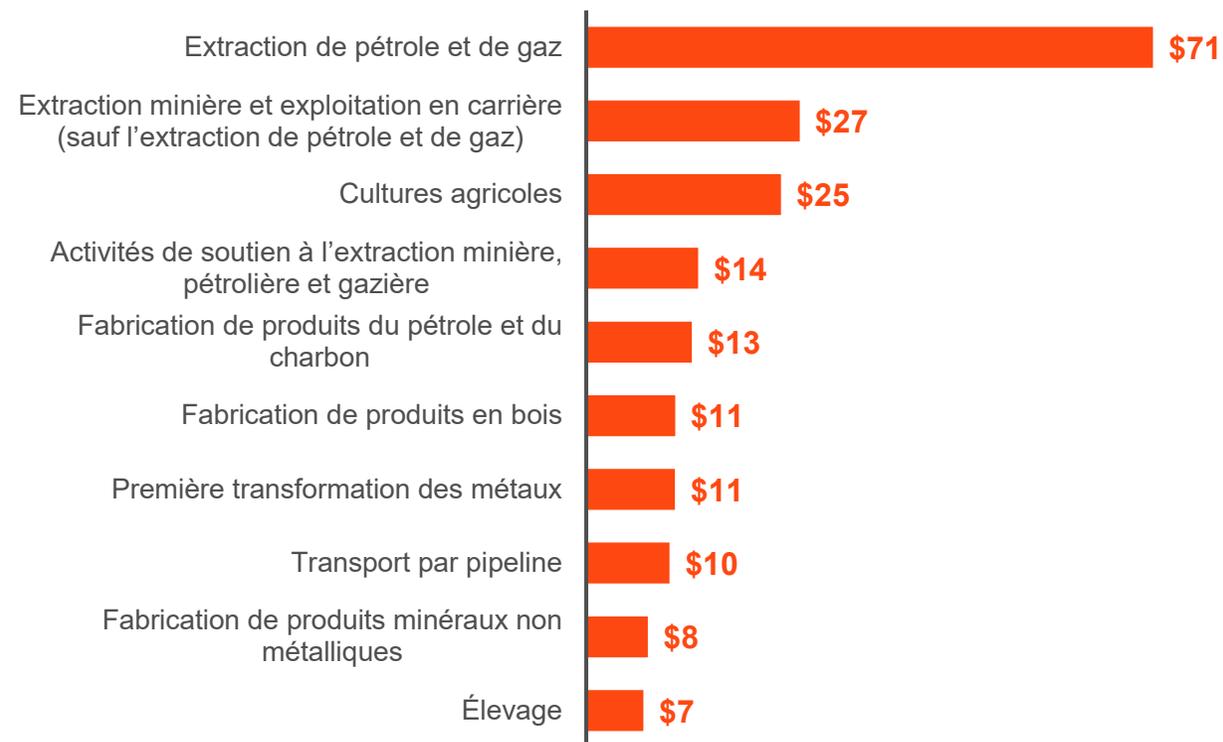
Les simulations dans [Cross et Mintz \(2024\)](#) montrent que le secteur des ressources augmente sa demande de services financiers de 6,8 milliards de dollars, ce qui englobe des activités telles que la mobilisation de capitaux pour l'expansion et la gestion de transactions financières plus complexes. Cette interdépendance met en évidence le rôle crucial que jouent les industries de services basées dans les villes pour soutenir le développement des ressources dans les régions éloignées.

Les ressources naturelles sont le plus grand secteur du Canada après l'immobilier...

PIB canadien par industrie en 2023
Milliards de dollars de 2017



Les 10 premiers sous-secteurs des ressources naturelles en termes de PIB en 2023
Milliards de dollars de 2017



Source : Analyse du LDE à partir du tableau 36-10-0434-03 de Statistique Canada.

...versant des salaires supérieurs de 25 000 dollars à la moyenne et soutenant 3 millions d'emplois.



Les ressources naturelles
représentaient
3 millions d'emplois en 2023.



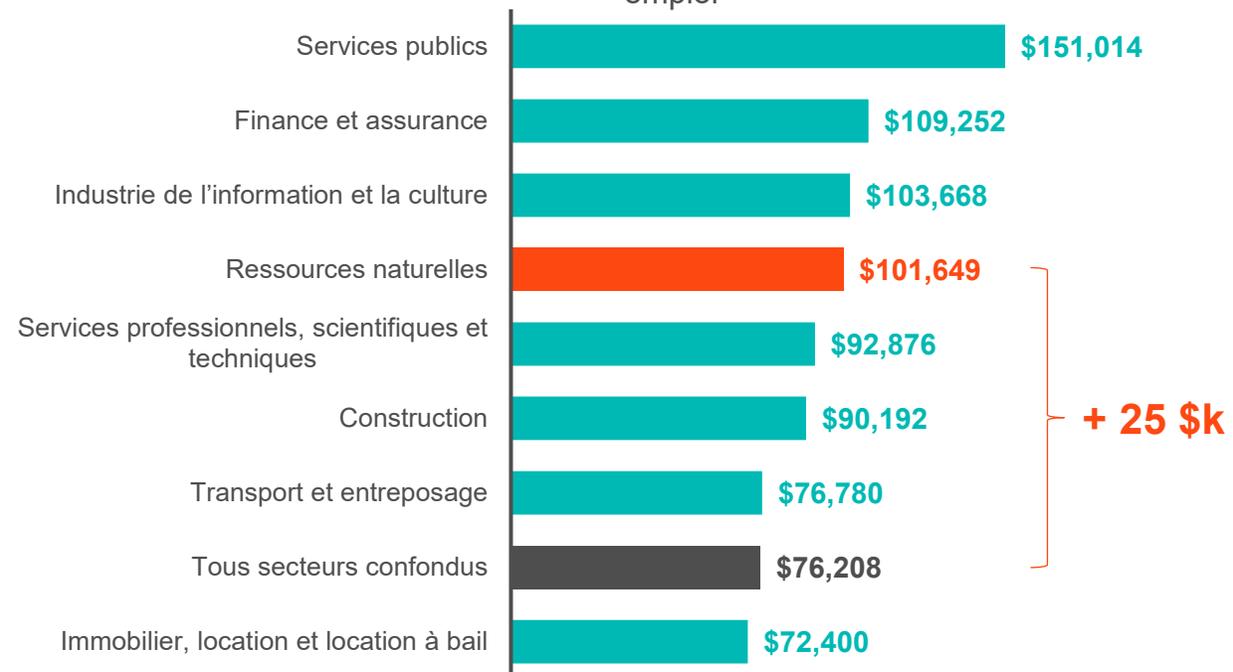
Représentant 15 % de
l'emploi total au Canada.

2x

la part moyenne des travailleurs
autochtones.

Les ressources naturelles parmi les secteurs les mieux rémunérés

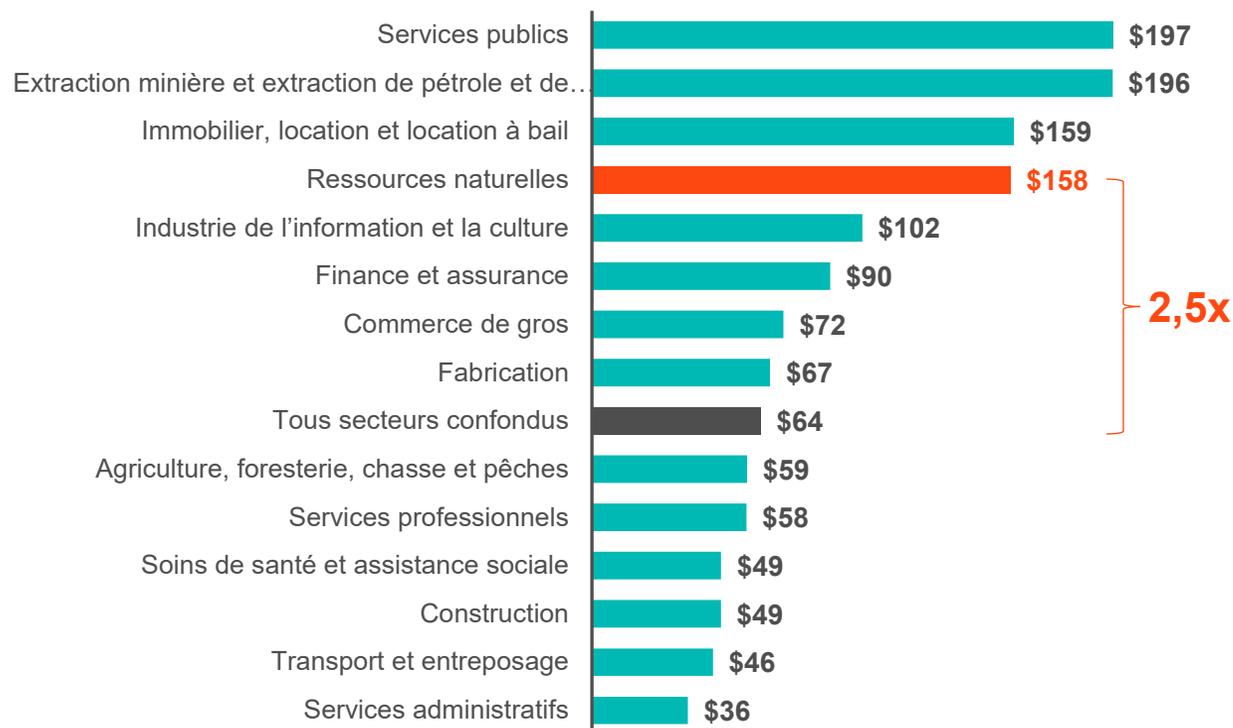
Secteurs d'activité sélectionnés, rémunération annuelle moyenne par emploi



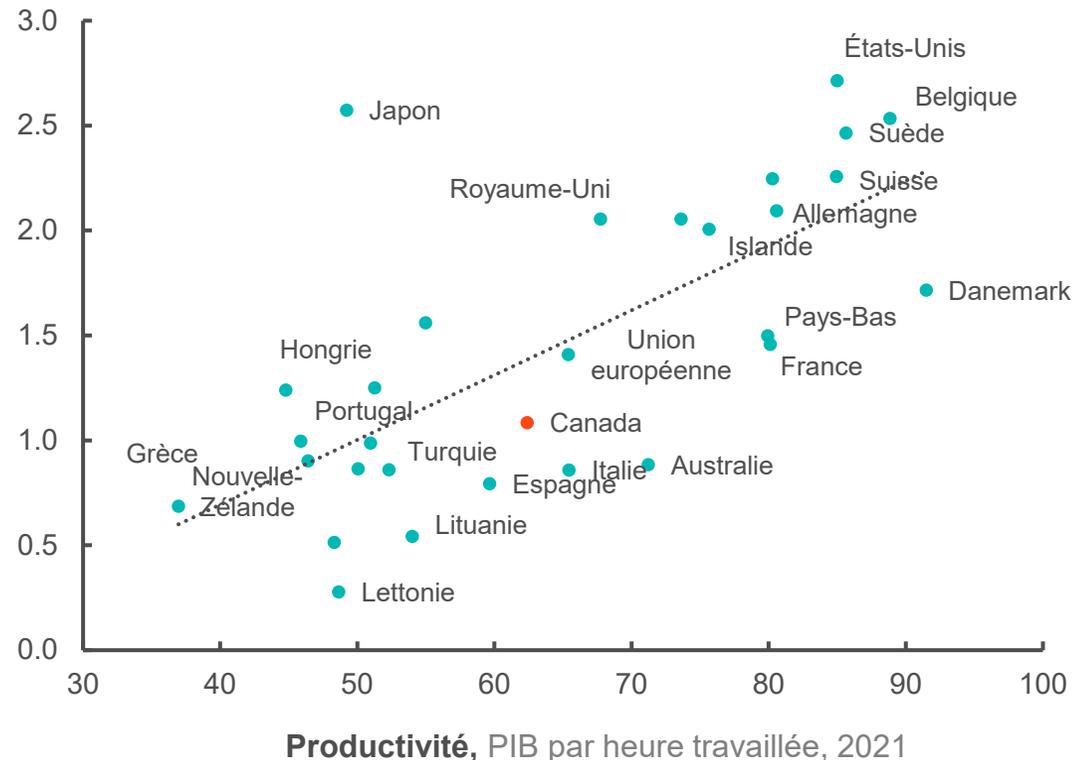
Les travailleurs des ressources naturelles sont 2,5 fois plus productifs que la moyenne nationale.



Productivité par industrie en 2023
PIB réel par heure travaillée (dollars de 2017)



Dépenses des entreprises en recherche et développement (R-D)
Pourcentage du PIB (%), 2021

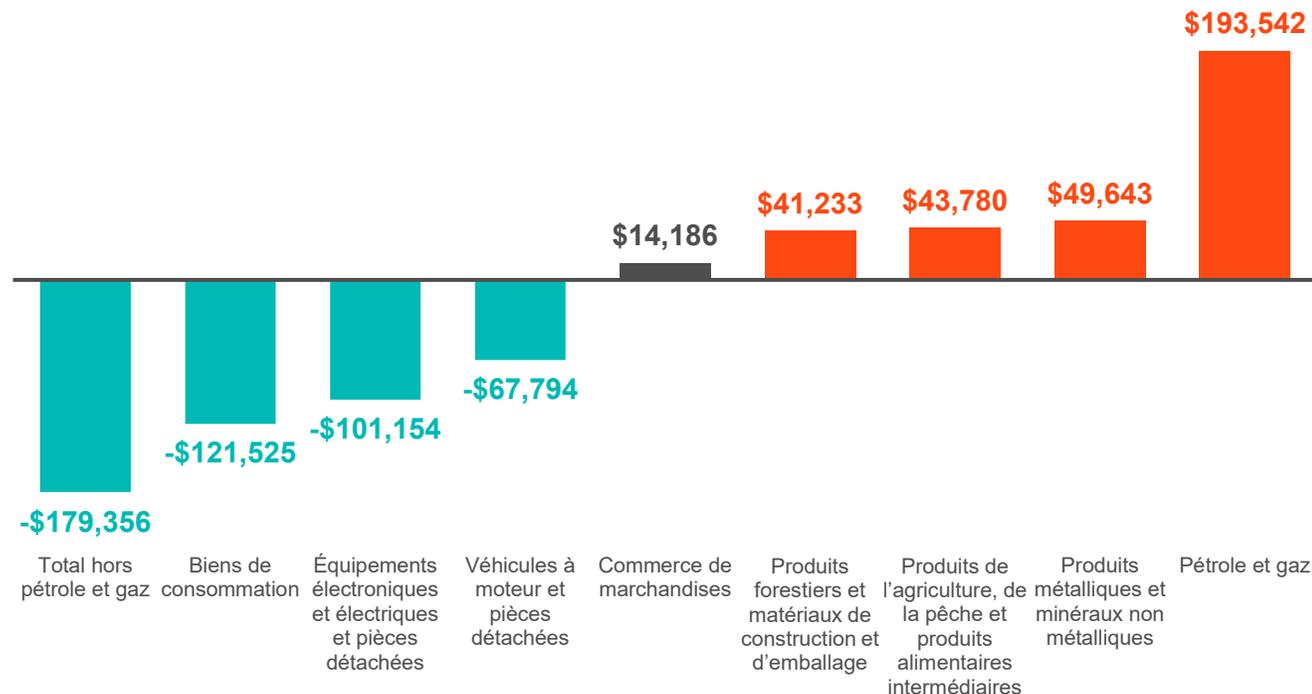


Le Canada est une nation commerçante dont les ressources naturelles représentent près de 50 % des exportations de marchandises.

Les exportations de ressources naturelles : un atout majeur pour le Canada

- Le Canada est un pays où le commerce est primordial. Sans le secteur des ressources naturelles, la balance commerciale du Canada serait **déficitaire de 214 milliards de dollars**. La demande pour le dollar canadien serait beaucoup plus faible par rapport au dollar américain, ce qui détériorerait le pouvoir d'achat du Canada et augmenterait le coût des importations. Compte tenu de nos déficits commerciaux pour d'autres produits importants, cela porterait un coup à un moteur économique majeur pour le pays.
- Plus des deux tiers du PIB canadien sont attribuables au commerce international. Les exportations de ressources naturelles s'élèvent à 377 milliards de dollars en 2023, soit près de 50 % des exportations de marchandises, et constituent le seul grand secteur du Canada à afficher un excédent commercial, principalement dû à l'énergie. L'excédent de 228 milliards de dollars du secteur est essentiel pour compenser les déficits commerciaux d'autres marchandises, ce qui fait des ressources naturelles une pierre angulaire des recettes d'exportation et de la stabilité économique du Canada.
- Contrairement à d'autres secteurs, les ressources naturelles au Canada utilisent moins d'intrants importés, ce qui signifie que la valeur ajoutée des exportations de ressources naturelles dépasse souvent la valeur commerciale globale.

Balances commerciales du Canada
Position commerciale nette cumulative 2015-2023 pour certains produits du SCPAN, millions de dollars canadiens



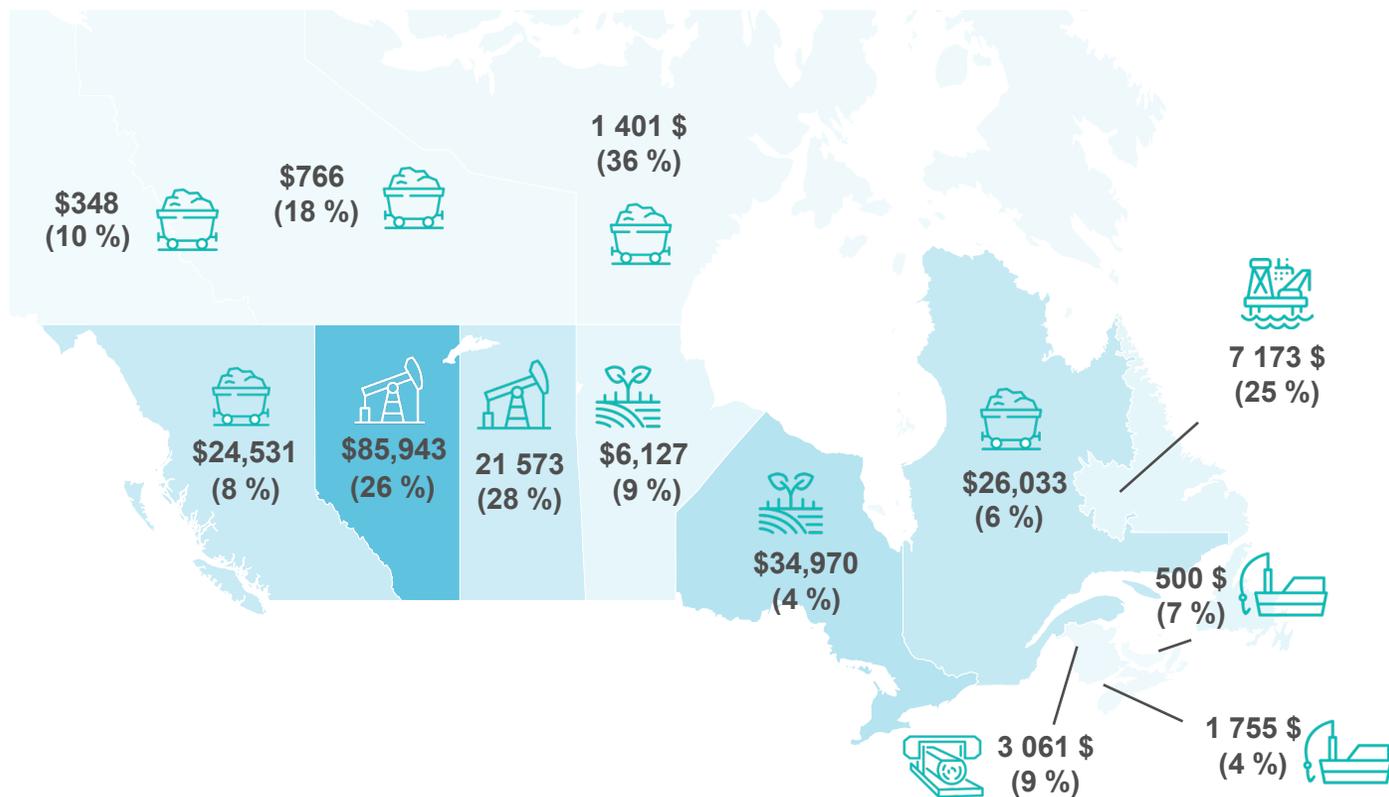
Sources : Analyse du LDE basée sur le tableau 12-10-0164-01 de Statistique Canada et les données du commerce en ligne, [Cross et Mintz \(2024\)](#).

Remarque : Système de classification des produits de l'Amérique du Nord (SCPAN)

De nombreux atouts naturels diversifiés dans tout le pays.

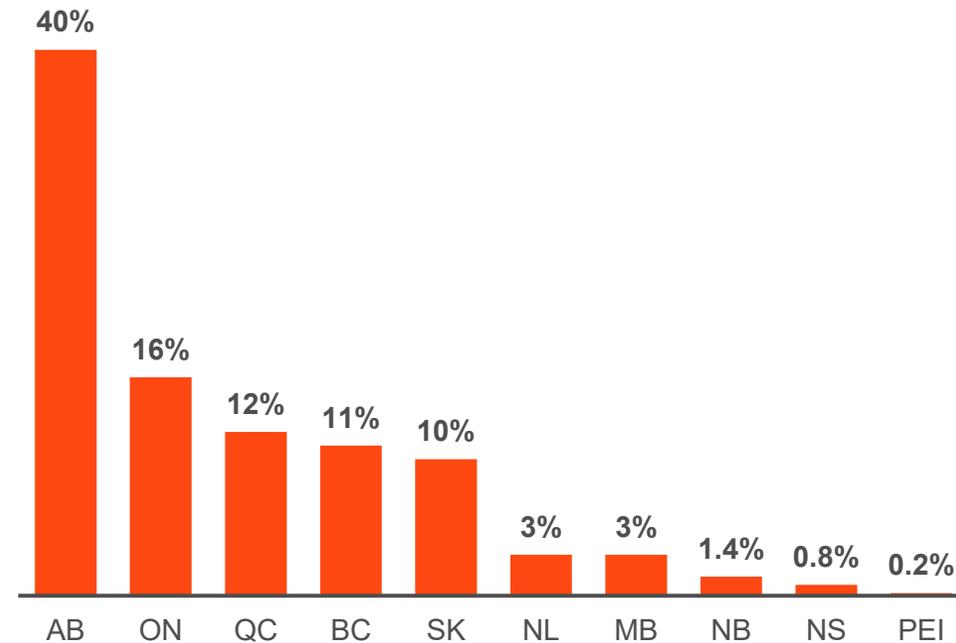
PIB des ressources naturelles en 2023, par province et territoire

Millions de dollars de 2017 (part du PIB provincial)



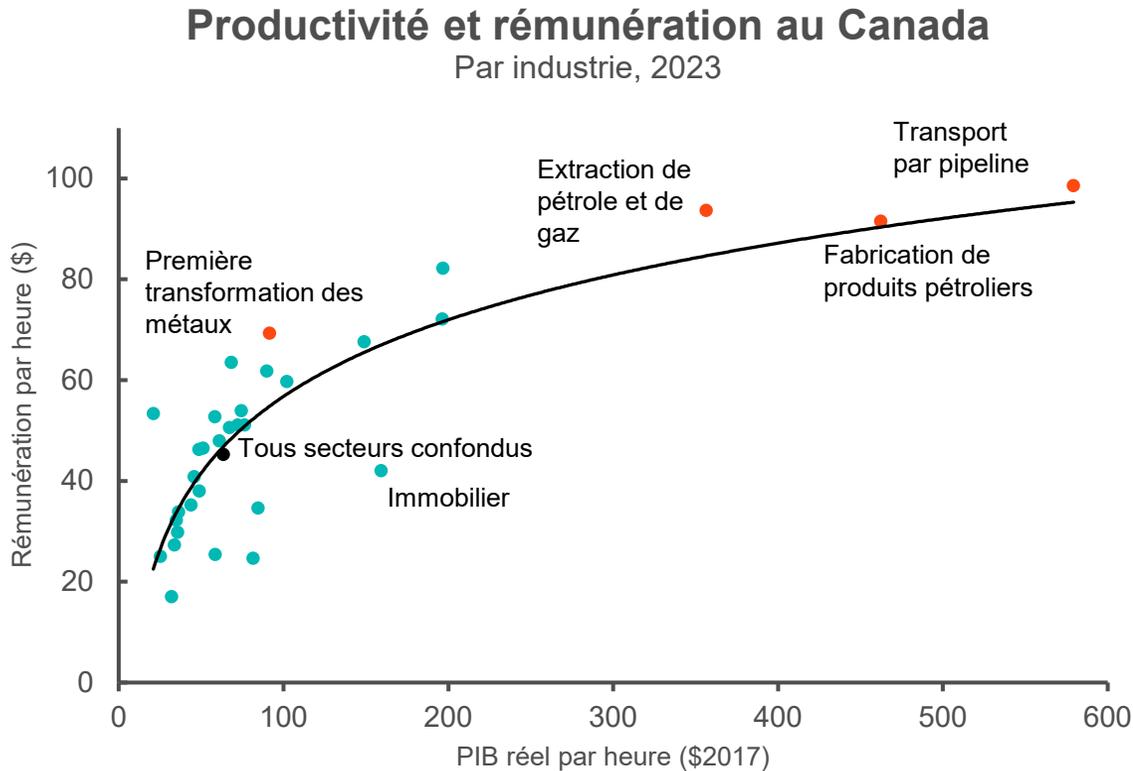
L'Ontario et le Québec représentent plus du quart du PIB des ressources naturelles

Contributions aux ressources naturelles du Canada en 2023 (pourcentage du total)



Les possibilités s'offrant au Canada

La productivité augmente les revenus et la richesse nationale.



- L'augmentation de la productivité du travail est liée à l'augmentation des salaires et à la croissance économique. Le secteur des ressources naturelles, en particulier l'extraction de pétrole et de gaz, est un moteur de la productivité (356 dollars de PIB/heure en moyenne) et la rémunération de sa main-d'œuvre est élevée (94 dollars de l'heure en moyenne).
- Une étude récente de l'économiste canadien Trevor Tombe montre qu'en excluant le secteur pétrolier et gazier, la productivité du Canada serait inférieure de 5 % (56 dollars de PIB/heure contre 59 dollars de PIB/heure). L'économie perdrait ainsi 150 milliards de dollars par an et le Canadien moyen verrait sa situation se dégrader de 3 700 dollars.
- Pour maintenir et accroître la productivité, il est indispensable d'augmenter les investissements dans les secteurs à forte productivité, en particulier dans le secteur des ressources naturelles, afin d'améliorer le bien-être économique du Canada.
- Étant donné que le secteur des ressources naturelles bénéficie d'une participation de la main-d'œuvre autochtone supérieure à la moyenne, l'ajout d'opportunités supplémentaires pour les peuples autochtones peut faire progresser la participation économique.

Sources : Analyse du LDE à partir du tableau 36-10-0480-01 de Statistique Canada, [\(Tombe 2024\)](#).

Remarque : Le graphique de la productivité du travail et de la rémunération horaire utilise le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) au niveau à deux chiffres et inclut les industries de la définition des ressources naturelles au niveau à trois chiffres.

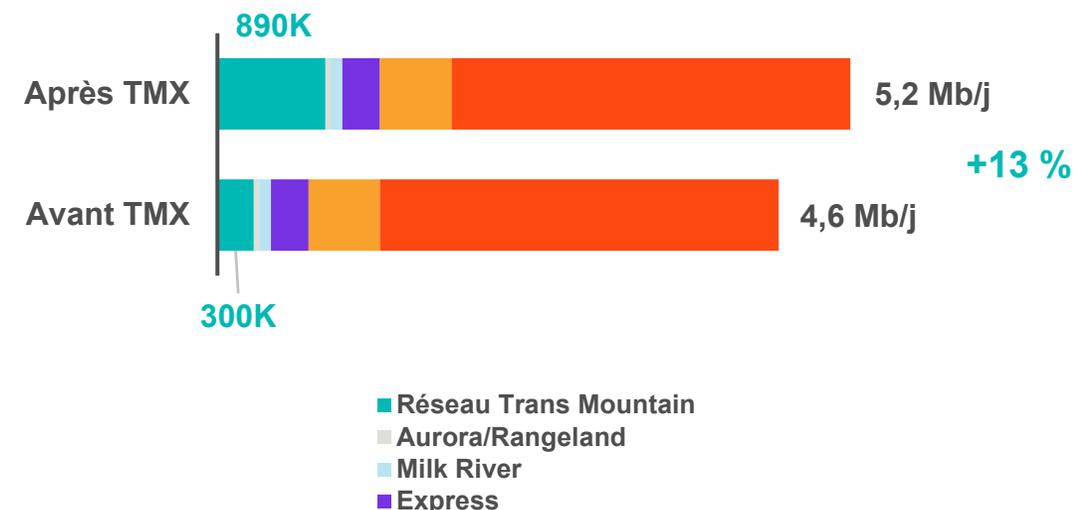
L'oléoduc Trans Mountain offre des possibilités de diversification.

Le projet d'expansion de Trans Mountain (TMX), qui s'étend d'Edmonton à Burnaby, ajoutera 590 000 barils par jour de capacité d'exportation de pétrole brut au réseau canadien de pipelines.

- Plus de 85 % du pétrole brut canadien est exporté par oléoduc, ce qui offre à l'énergie canadienne la possibilité d'élargir l'accès aux marchés étrangers et d'améliorer la décote actuelle du prix du WCS par rapport à d'autres prix de référence.
- Cette expansion permet également aux fournisseurs canadiens de répondre à la demande de plus en plus forte des États-Unis. Le système énergétique canadien peut désormais saisir l'occasion de remplacer le pétrole provenant de pays géopolitiquement instables et dont le bilan en matière de droits de l'homme est peu reluisant.
- Études économiques Desjardins a noté dans un récent rapport que TMX a déjà stimulé les exportations nettes et qu'il soutiendra davantage le PIB. Bien qu'il faille plus de temps pour évaluer les impacts finaux, ce projet peut contribuer à attirer d'autres opportunités d'investissements commerciaux en 2025 et au-delà.

60 % des importations de pétrole brut aux États-Unis en 2023 provenaient du Canada.

Capacité des pipelines canadiens
Millions de barils par jour (Mb/j)



Sources : LDE, [EIA](#), [Études économiques Desjardins](#), [Globe and Mail](#), [REC \(capacité des oléoducs\)](#), [REC \(chemin de fer\)](#)

Des possibilités pour les Autochtones par le biais de la réconciliation économique.

L'importance de la participation économique autochtone.

L'autonomie économique : La participation économique autochtone aux projets d'exploitation des ressources naturelles représente un moyen essentiel d'autodétermination économique, permettant aux communautés de générer des revenus à long terme, de créer des emplois et d'investir dans l'infrastructure sociale. Il peut s'agir de l'achat de biens et de services à des sociétés autochtones ou de la participation autochtone au capital de projets d'exploitation des ressources naturelles.

Renforcer les relations interentreprises : La participation économique favorise la collaboration, le respect et les avantages mutuels, et aide les nations à assurer leur propre durabilité. Au Canada, le secteur des ressources naturelles achète des milliards de dollars aux entreprises autochtones pour alimenter la chaîne d'approvisionnement. L'Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP) estime que le secteur pétrolier et gazier se procure plus de 2 milliards de dollars par an auprès d'entreprises autochtones, pour atteindre 2,6 milliards de dollars en 2019.

Partenariats d'équité : En faisant participer les peuples autochtones en tant que partenaires plutôt que parties prenantes, les accords d'équité contribuent aux objectifs plus larges de la réconciliation, en reconnaissant les droits et les titres des communautés autochtones sur leurs terres traditionnelles. [TC Energy](#) a annoncé le 30 juillet 2024 le plus grand accord d'équité autochtone permettant à 72 communautés autochtones d'acquérir une participation de 5,3 % dans les actifs du réseau NGTL et du pipeline Foothills pour 1 milliard de dollars.

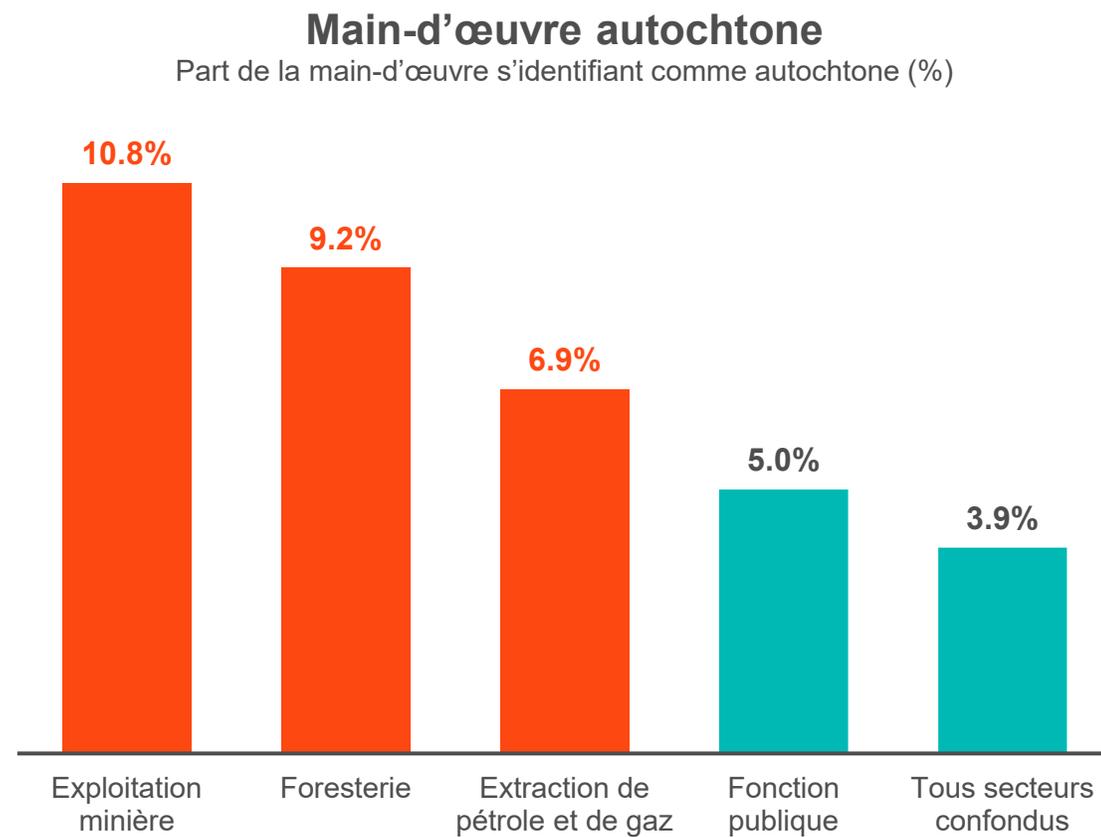
Participation au capital

Le budget fédéral 2024 a introduit le [Programme de garantie de prêts pour les Autochtones](#) (PFGPA) en tant qu'initiative stratégique visant à renforcer la participation autochtone dans les grands projets de ressources et d'infrastructures à travers le Canada. Le PFGPA offre jusqu'à 5 milliards de dollars en garanties de prêt, fournissant aux groupes autochtones admissibles un meilleur accès au financement à des conditions plus favorables. En abaissant les obstacles financiers, le programme vise à accroître la participation autochtone dans les entreprises du secteur des ressources naturelles et de l'énergie, favorisant ainsi la réconciliation économique et donnant aux communautés autochtones les moyens de s'assurer une plus grande part des richesses du Canada en matière de ressources.

Le programme est conçu pour être inclusif, reconnaissant les gouvernements autochtones et leurs entités détenues et contrôlées à 100 % comme des candidats éligibles. Il est indépendant du secteur et soutient un large éventail de projets dans les domaines des ressources naturelles et de l'énergie afin de donner la priorité à la réconciliation économique et à l'autodétermination. En soutenant des projets à l'échelle nationale, le PFGPA permet aux communautés autochtones du Canada de bénéficier de possibilités économiques en ligne avec leurs priorités de développement, contribuant ainsi au développement communautaire à long terme et à la prospérité dans le secteur des ressources naturelles.

L'emploi autochtone peut constituer un pas vers la réconciliation.

- Le recensement de 2021 montre que seulement la moitié (49 %) de la population adulte autochtone a atteint un niveau d'éducation post-secondaire (c'est-à-dire collège, CEGEP, diplôme non universitaire). Le secteur des ressources naturelles emploie près de deux fois la part moyenne nationale de travailleurs autochtones, offrant des emplois bien rémunérés qui contribuent à la réconciliation avec les communautés autochtones. Ce secteur peut contribuer à combler le déficit de compétences et à améliorer le taux d'emploi autochtone, qui est de 61 %, alors que la moyenne nationale est de 74 %.
- La communauté autochtone du Canada gagne presque trois fois plus en travaillant dans le secteur de l'extraction du pétrole et du gaz que le travailleur autochtone moyen (140 400 \$ contre 51 120 \$), presque deux fois plus en travaillant dans l'exploitation minière (93 600 \$), et plus que la moyenne dans la sylviculture (56 100 \$).
- Les enquêtes menées par l'Indigenous Resource Network en 2021 et 2022 montrent que 65 % des répondants autochtones soutiennent le développement des ressources naturelles. Les communautés rurales bénéficient d'un soutien plus important, car le secteur offre des opportunités économiques aux communautés isolées.
- **Deloitte estime qu'une participation accrue de la main-d'œuvre issue de talents sous-représentés, tels que les Autochtones, augmenterait la croissance moyenne du PIB réel de 0,8 %.**



Tracer la voie de l'avenir

Libérer le potentiel du secteur en faisant avancer les réformes politiques.

Recommandations politiques pour soutenir la croissance économique et favoriser les opportunités dans le secteur des ressources naturelles :

- 1. Adopter une stratégie canadienne globale en matière de ressources naturelles :** Élaborer une stratégie nationale qui donne la priorité au développement durable et à l'exportation des ressources naturelles du Canada et qui en fait la promotion, en veillant à ce qu'elle soit conforme aux objectifs environnementaux tout en maximisant les avantages économiques.
- 2. Accélérer la réconciliation économique avec les communautés autochtones :** Continuer à encourager les partenariats avec les communautés autochtones pour faire avancer les projets clés dans le domaine de l'énergie et des minéraux critiques afin de favoriser la réconciliation économique. Cette approche devrait inclure des incitations financières (pour les entreprises et les groupes autochtones) afin d'encourager la participation au capital, l'accès au financement, la rationalisation des processus réglementaires, les accords de coadministration et le renforcement des capacités pour assurer le succès à long terme, la gestion et la prospérité partagée.
- 3. Donner la priorité à des processus d'approbation réglementaire efficaces, rapides et prévisibles :** Le Canada doit améliorer son cadre réglementaire en rationalisant les processus d'approbation pour les rendre plus efficaces, plus rapides et plus prévisibles. Pour la *loi sur les études d'impact* en particulier, il s'agit de réduire au minimum les processus et les délais d'approbation, de s'en remettre aux régulateurs provinciaux le cas échéant, d'éliminer l'ingérence politique dans la prise de décision réglementaire et de veiller à ce que le champ de compétence de la loi soit clair et conforme à la constitution.

Libérer le potentiel du secteur en faisant avancer les réformes politiques.

Politiques recommandations (suite)

- 4. Promouvoir la stabilité des politiques :** Un environnement politique instable et en évolution rapide donne lieu à des incertitudes et à des pressions sur les coûts supplémentaires qui découragent l'investissement industriel. Le nombre impressionnant de réformes des politiques environnementales et économiques ayant des effets potentiellement négatifs qui sont envisagées et avancées par le gouvernement fédéral a rendu l'investissement au Canada plus risqué et plus coûteux. Parmi les principaux exemples, citons l'augmentation de la tarification fédérale du carbone industriel et de sa rigueur, le règlement sur les carburants propres, la prolongation des délais de mise en place des crédits d'impôt à l'investissement (CII), la proposition de règlement sur l'électricité propre, ainsi que la proposition de plafonnement des émissions fédérales et de règlement sur le méthane.
- 5. Accélérer la mise en œuvre et la praticabilité des crédits d'impôt à l'investissement :** Accélérer la mise en œuvre de l'ensemble des crédits d'impôt à l'investissement, afin de soutenir les grands projets de décarbonisation, de technologies propres, d'exploitation minière et de fabrication, tout en prolongeant les délais d'admissibilité. Le Canada doit rendre ces incitations claires, accessibles et rapidement applicables pour rester compétitif par rapport aux États-Unis et à d'autres économies de premier plan. Tout retard ou complexité dans l'accès à ces crédits pourrait compromettre la position du Canada dans la course mondiale aux énergies propres. De plus, les délais d'accès à la valeur totale des CII devraient être prolongés, avec une plus grande flexibilité pour tenir compte des retards imprévus et incontrôlés qui peuvent survenir en raison de pénuries de main-d'œuvre ou de contraintes de la chaîne d'approvisionnement.
- 6. Donner la priorité à la compétitivité économique de l'industrie des ressources naturelles du Canada.** Nos industries des ressources naturelles sont en concurrence à l'échelle mondiale, et les politiques fiscales et budgétaires du Canada doivent être compétitives par rapport à celles de nos principaux partenaires commerciaux. En particulier, le gouvernement fédéral devrait veiller à ce que ses incitations en faveur des technologies propres, ses politiques fiscales et son cadre de tarification du carbone soient comparables à ceux des États-Unis et n'exposent pas inutilement l'industrie à des barrières commerciales ou ne créent pas de désincitations à l'investissement. Le coût de l'activité au Canada ne doit pas être significativement plus élevé qu'aux États-Unis en raison des coûts politiques ou réglementaires.

Libérer le potentiel du secteur en favorisant les réformes politiques.

Politiques recommandations (suite)

- 7. S'engager à investir à long terme par le biais d'un plan d'infrastructure commerciale du Canada :** Élaborer un plan d'infrastructure commerciale pour le Canada afin de garantir des investissements à long terme dans les infrastructures nécessaires à l'importation et à l'exportation efficaces et fiables de marchandises, essentielles à la croissance de l'économie canadienne. Le Canada doit construire et entretenir des infrastructures commerciales qui assurent un transport fiable et efficace des marchandises vers et depuis les marchés, y compris les routes, les ports et les lignes de transport d'énergie qui sont essentielles pour accéder aux régions éloignées riches en ressources. Le renforcement des corridors commerciaux nationaux et internationaux consolidera les chaînes d'approvisionnement et fera du Canada un partenaire commercial fiable.
- 8. Renforcer les relations commerciales mondiales :** Diversifier les marchés d'exportation de ressources du Canada en négociant de nouveaux accords commerciaux et en renforçant les accords existants, en particulier avec les économies émergentes, afin de réduire la dépendance à l'égard d'un petit nombre de marchés et d'accroître la résilience économique.
- 9. Promouvoir la sensibilisation et le soutien du public à l'exploitation des ressources :** Lancer une campagne nationale pour sensibiliser le public à l'importance du secteur des ressources naturelles, en soulignant son rôle dans l'économie, la sécurité énergétique et l'innovation technologique du Canada, tout en luttant contre la désinformation.

Annexe

Portrait du secteur des ressources naturelles.

Le secteur des ressources naturelles du Canada joue un rôle majeur dans l'économie canadienne en stimulant la création d'emplois, la croissance et le développement régional.

Les importantes richesses en terres arables, en forêts et en ressources non renouvelables génèrent des revenus considérables par le biais des exportations, contribuent au PIB du Canada et jouent un rôle essentiel dans le soutien des moyens de subsistance des Canadiens, en particulier dans les communautés rurales et autochtones.

Cette analyse est basée sur les définitions du Compte satellite des ressources naturelles de Statistique Canada en utilisant les niveaux à trois chiffres du SCIAN (à l'exclusion des services publics) et couvre les secteurs suivants :



1. **Minéraux et métaux** : Le Canada est l'un des principaux producteurs mondiaux de minéraux et de métaux, notamment d'uranium, de potasse, d'or, de nickel, de cuivre et de zinc. Ces ressources sont essentielles pour diverses industries, notamment la construction, la fabrication, la technologie et l'agriculture.



3. **Foresterie** : Les vastes forêts du Canada, qui couvrent près de 40 % de notre territoire, sont un élément essentiel du secteur des ressources naturelles. Ces forêts fournissent du bois d'œuvre, de la pâte à papier et des produits papetiers et jouent un rôle crucial dans le secteur.



2. **Ressources énergétiques** : Le Canada est riche en ressources énergétiques, notamment en pétrole et en gaz naturel. Le pays est l'un des plus grands exportateurs d'énergie, en particulier du bassin sédimentaire de l'Ouest canadien.



4. **Agriculture et aquaculture** : Les terres fertiles et les grandes régions côtières du Canada soutiennent un secteur robuste, produisant une large gamme de cultures, de bétail et de produits de la mer. Le pays est l'un des principaux exportateurs de blé, de canola et d'autres céréales, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire mondiale.

Tableaux d'impact des ressources naturelles

Impact économique du secteur des ressources naturelles

Impact	Direct	Indirect	Dérivé	Total
Impact sur le PIB , PIB de 2023 en dollars chaînés de 2017, en milliards				
Ressources naturelles (4) = (1)+(2)+(3)	213,4	171,3	79,2	463,9
Agriculture, foresterie, pêche (1)	40,6	37,5	14,5	92,6
Exploitation minière, pétrole et gaz, transport par pipeline (2)	122,8	55,0	32,8	210,7
Fabrication (3)	50,0	78,8	31,9	160,7
Impact sur l'emploi , nombre d'emplois				
Ressources naturelles (7) = (4)+(5)+(6)	969 253	1 319 702	730 473	3 019 429
Agriculture, foresterie, pêche (4)	360 478	323 546	133 565	817 589
Exploitation minière, pétrole et gaz, transport par pipeline (5)	270 186	451 763	302 766	1 024 715
Fabrication (6)	338 588	544 394	294 143	1 177 125

Définitions des ressources naturelles

SCIAN 2022		Catégorie
111	Cultures agricoles	Agriculture, foresterie, pêche
112	Élevage et aquaculture	
113	Sylviculture et exploitation forestière	
114	Pêche, chasse et piégeage	
115	Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	
211	Extraction de pétrole et de gaz	Exploitation minière, pétrole et gaz, transport par pipeline
212	Extraction minière et exploitation en carrière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	
213	Activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière, et gazière	
486	Transport par pipeline	
321	Fabrication de produits en bois	Fabrication
322	Fabrication du papier	
324	Fabrication de produits du pétrole et du charbon	
327	Fabrication de produits minéraux non métalliques	
331	Première transformation des métaux	

Méthodologie

- La recherche et l'analyse contenues dans ce rapport ont été effectuées par le Laboratoire de données sur les entreprises de la Chambre de commerce du Canada.
- La définition des ressources naturelles est basée sur les comptes satellites des ressources naturelles de Statistique Canada.
- Nous avons adopté une définition plus globale afin d'inclure les aspects de la chaîne d'approvisionnement de la production. Les services publics ont été exclus de cette analyse, mais les recherches indiquent que les sociétés de services publics produisent des ressources naturelles (par exemple, l'électricité) et utilisent des ressources naturelles comme intrants (par exemple, l'hydroélectricité). Les secteurs manufacturiers basés sur les ressources sont inclus car ils transforment les ressources (bois, pétrole, etc.) en produits finaux.
- Dans la mesure du possible, les définitions présentées dans l'annexe ont été suivies. Des efforts ont été faits pour trouver des substituts proches afin de quantifier le secteur concerné lorsque les codes de définition exacts n'étaient pas disponibles.
- L'analyse d'impact utilise les tableaux d'entrées-sorties de Statistique Canada pour calculer l'impact direct, indirect et dérivé. Les multiplicateurs de production et d'emploi de 2019 sont utilisés pour calculer les chiffres du PIB de 2023 en dollars chaînés de 2017. Les codes SCIAN à trois chiffres ont été mis en correspondance avec les codes de la classification des industries d'entrées-sorties (CITI) et les moyennes des sous-secteurs à quatre chiffres ont été utilisées lorsque les définitions à trois chiffres du secteur concerné n'étaient pas disponibles.